

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Convention collective nationale

IDCC : **7024** | **PRODUCTION AGRICOLE ET CUMA**
(15 septembre 2020)

Convention collective

IDCC : **9021** | **EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE ET D'ÉLEVAGE,
DE CULTURES SPÉCIALISÉES ET ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES
ET RURAUX**
(Aisne)
(12 juillet 1973)

Convention collective

IDCC : **9591** | **EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE ET D'ÉLEVAGE**
(Nord)
(5 mai 1972)

Convention collective

IDCC : **9592** | **EXPLOITATIONS DE CULTURES MARAÎCHÈRES,
DE PÉPINIÈRES ET D'HORTICULTURE**
(Nord)
(8 mars 1974)

Convention collective

IDCC : **9601** | **EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE ET D'ÉLEVAGE
ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
ET COOPÉRATIVES D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE**
(Oise)
(29 juillet 1963)

Convention collective

IDCC : **9802** | **EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCULTURE
ET D'ÉLEVAGE ET ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX**
(Somme)
(16 juin 1982)

Avenant n° 3 du 19 décembre 2024

NOR : AGRS2597042M

IDCC : 7024

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Union des syndicats agricoles de l'Aisne ;

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Nord ;

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Oise ;

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Somme,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Union professionnelle régionale agroalimentaire UPRA CFDT ;

Fédération CFTC Agri,

d'autre part,

Les représentants patronaux agissant en vertu d'une délibération spéciale de leur syndicat, les représentants de salariés en vertu des dispositions statutaires de leur organisation :

Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles des Hauts-de-France FRSEA HDF ;

Fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole FNCUMA ;

Fédération générale agroalimentaire CFDT ;

Fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes FO ;

Fédération CFTC de l'agriculture ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le texte de l'article 1.1 « Champs d'application » est annulé et remplacé comme suit :

« Chapitre 1^{er} Dispositions générales relatives à l'application de l'accord interdépartemental

Article 1.1 | *Champ d'application professionnel et territorial*

Le présent accord concerne les rapports entre les employeurs et les salariés :

- des exploitations de polyculture et d'élevage ;
- des établissements de forçage et de conditionnement des endives ;
- des établissements de production de grains et de graines de semences ;
- des exploitations horticoles, maraîchères, de cressiculture et de pépinières ;
- des exploitations d'arboriculture fruitière ;
- des coopératives d'utilisation en commun du matériel agricole ;

- des groupements d’employeurs dont l’activité principale entre dans l’un des champs d’application des exploitations ou établissements énumérés ci-dessus ; et plus généralement toute exploitation ou entreprise agricole dont l’activité est prévue à l’article 1.1 de la convention collective nationale, à l’exception des exploitations et entreprises champignonnistes des départements de l’Aisne et l’Oise couverts par l’accord territorial du 20 juin 2024.

Ayant leur siège social dans les départements de l’Aisne, du Nord, de l’Oise et de la Somme.

Dans la mesure où le présent accord a vocation à s’appliquer essentiellement auprès de très petites entreprises, les partenaires sociaux estiment que ces dispositions leur sont particulièrement applicables et que, par conséquent, ils répondent à l’obligation issue de l’article L. 2261-23-1 du code du travail. »

Article 2

Le texte de l’article 5.2.1 « Prime interdépartementale » est annulé et remplacé comme suit :

« Chapitre 5 Rémunération

5.2.1. Principe

Une prime dite interdépartementale se substitue aux différentes primes et avantages présents dans les huit conventions collectives territoriales historiques (ou accords collectifs territoriaux étendus) des quatre départements, énumérés ci-après.

Les différentes primes et avantages remplacés par cette nouvelle prime sont les suivants :

- la prime d’ancienneté prévue à l’article 44 de la convention collective départementale de travail du 8 mars 1974 concernant les salariés des exploitations de cultures spécialisées du Nord (ex-IDCC 9592) ;
- la prime de permanence prévue à l’article 42 de la convention collective départementale de travail du 5 mai 1972 concernant les exploitations agricoles de polyculture et d’élevage du Nord (ex-IDCC 9591) ;
- le complément personnel prévu à l’article 7 de l’annexe cadres à la convention collective départementale de travail du 5 mai 1972 concernant les exploitations agricoles de polyculture et d’élevage du Nord (ex-IDCC 9591) ;
- la prime d’ancienneté prévue à l’article 10 de l’annexe cadres à la convention collective départementale de travail du 5 mai 1972 concernant les exploitations agricoles de polyculture et d’élevage du Nord (ex-IDCC 9591) ;
- la prime de treizième mois prévue à l’article 11 de l’annexe cadres à la convention collective départementale de travail du 5 mai 1972 concernant les exploitations agricoles de polyculture et d’élevage du Nord (ex-IDCC 9591) ;
- la prime de fin d’année prévue à l’article 37 de la convention collective départementale du 12 juillet 1973 concernant les exploitations agricoles polyculture élevage, les exploitations de cultures spécialisées, les entreprises des travaux agricoles et ruraux, les coopératives d’utilisation de matériel agricoles, les propriétaires sylviculteurs et les groupements d’employeurs des exploitations et entreprises visées ci-dessus de l’Aisne (ex-IDCC 9021) ;
- la prime d’ancienneté prévue à l’article 25 de la convention collective du 29 juillet 1963 concernant les exploitations de polyculture et d’élevage, les entreprises de travaux agricoles et ruraux et les CUMA de l’Oise (ex-IDCC 9601) ;
- la prime de fin d’année dénommée “13^e mois” prévue à l’article 26 de la convention collective du 29 juillet 1963 concernant les exploitations de polyculture et

- d'élevage, les entreprises de travaux agricoles et ruraux et les CUMA de l'Oise (ex-IDCC 9601) ;
- la prime d'ancienneté prévu à l'article 25 de la convention collective du 3 mars 1965 concernant les exploitations de cultures spécialisées de l'Oise (ex-IDCC 9603) ;
- la prime d'ancienneté prévue à l'article 30 *bis* de la convention collective du 16 juin 1982 concernant les exploitations agricoles de polyculture et d'élevage et les entreprises de travaux agricoles et ruraux du département de la Somme (ex-IDCC 9802) ;
- l'avantage de technicité prévue à l'article 20 de la convention collective du 17 juin 2009 concernant le personnel d'encadrement des exploitations agricoles de Picardie ;
- l'avantage d'ancienneté prévue à l'article 21 de la convention collective du 17 juin 2009 concernant le personnel d'encadrement des exploitations agricoles de Picardie ;
- l'avantage de responsabilité prévue à l'article 22 de la convention collective du 17 juin 2009 concernant le personnel d'encadrement des exploitations agricoles de Picardie ;
- l'indemnité compensatrice logement prévue à l'article 24 (avantages en nature) de la convention collective du 17 juin 2009 concernant le personnel d'encadrement des exploitations agricoles de Picardie ;
- les primes et avantages territoriaux indiqués ci-dessus appliqués par un employeur d'un autre département, par accord d'entreprise, par décision unilatérale, ou par usage ;
- les primes ou avantages instaurés par un accord d'entreprise qui auraient remplacé des primes ou avantages prévus par un ou des accords territoriaux cités ci-dessus avant l'entrée en vigueur du présent accord interdépartemental. »

Article 3

L'annexe 1 « Tableau prime interdépartementale mensuelle » par palier après 12 mois de présence continue à l'accord collectif territorial interdépartemental de l'Aisne, du Nord, de l'Oise et de la Somme de la production agricole et CUMA du 16 décembre 2022 est remplacée par l'annexe 1 ci-jointe.

Article 4

Le présent avenant prend effet au 1^{er} janvier 2025.

Il fera l'objet d'un dépôt au siège de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) des Hauts-de-France.

Fait à Saint-Laurent-Blangy, le 19 décembre 2024.

(Suivent les signatures.)

Annexe 1

Tableau prime interdépartementale mensuelle par palier après 12 mois de présence
continue

(En euros.)

	Prime interdépartementale mensuelle
Palier 1	55
Palier 2	87
Palier 3	108
Palier 4	138
Palier 5	164
Palier 6	197
Palier 7	301
Palier 8	446
Palier 9	570
Palier 10	685
Palier 11	803
Palier 12	907